



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 24 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ANCIENNE USINE A GAZ GDF**

2 RUE DE L'ILL  
68110 Modenheim

Références : 25-492\_LG/AR  
Code AIOT : 0006702517

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 septembre 2025 dans l'établissement ANCIENNE USINE A GAZ GDF implanté 2, RUE DE L'ILL à Illzach 68110. L'inspection a été annoncée le 11/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été informée d'un projet de réaménagement d'une partie des terrains de l'emprise de l'ancienne usine à gaz d'Illzach, à la suite d'une demande d'avis de l'autorité environnementale dans le cadre de l'instruction de la demande d'examen au cas pas cas de ce projet.

Cette visite d'inspection a pour objectif de contrôler le respect des prescriptions relatives au suivi de la qualité des eaux souterraines et du confinement de terres polluées sur site par l'ancien exploitant, ainsi que les prescriptions relatives au changement d'usage envisagé par le porteur de projet.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANCIENNE USINE A GAZ GDF
- 2, RUE DE L'ILL 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006702517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Gaz de France a exploité une usine à gaz et des installations de production de houille dès le début des années 1900. A partir de 1926, l'usine a été modernisée et une usine de distillation du goudron et une unité de gazéification ont été exploitées. A partir de 1960, une usine de production de propane craqué a été exploitée. L'usine à gaz a été mise en service à partir de 1973.

Par ailleurs, le site a été utilisé pour le stockage de terres faiblement polluées provenant du site de l'ancienne usine à gaz de la rue de l'Arc à Mulhouse.

Le site est inscrit en classe 2 (« site à suivre ») du protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usines à gaz, signé le 25 avril 1996 entre le Ministère en charge de l'Environnement et Gaz de France (désormais dénommée ENGIE). La réhabilitation du site a été prescrite à Gaz de France (désormais dénommée ENGIE) par arrêté préfectoral n° 001831 du 30 juin 2000. Des travaux de réhabilitation (excavation des terres souillées et neutralisation des ouvrages enterrés) ont eu lieu en 2001 et 2002. Une partie des terres excavées sont confinées sur site, en partie nord est. Par la suite, des teneurs élevées en hydrocarbures ont été mises en évidence dans les sols. Un traitement par bio-atténuation naturelle dynamisée a été mis en place en 2011. Depuis, une surveillance de la qualité des eaux souterraines est imposée à ENGIE par arrêté préfectoral n° 2013317-0017 du 13 novembre 2013 et un secteur d'information sur les sols a été acté par arrêté préfectoral du 09 janvier 2019 (SIS n° 68SIS06520).

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'article R. 125-47 du code de l'environnement prévoit la révision annuelle des secteurs d'informations sur les sols (SIS) par le préfet. A l'issue des travaux d'aménagement prévus dans le cadre du projet porté par l'aménageur, le propriétaire des terrains d'assiette classés en SIS peut transmettre au préfet les éléments justifiant que l'état du site est rendu compatible avec l'usage résidentiel ou l'usage d'accueil de populations sensibles. Dans ce cas, le classement en SIS n'étant plus justifié, le préfet pourra, sur la base d'informations suffisantes relatives à l'état des sols, supprimer ce classement, dans les dispositions des articles R. 125-42 à R. 125-4 du code de l'environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion du réseau de surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Actions correctives, analyse et transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Entretien de la zone de confinement	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'usage et dispositif de tiers	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 556-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	demandeur		
3	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un projet de réaménagement du site avec changement d'usage est porté par une société immobilière, sur les parcelles cadastrées n° 126, 128, 130, 132, 157, 160 de la section 21, comprises dans l'emprise de l'ancienne usine à gaz d'Illzach. Le reste des parcelles du périmètre de l'ancienne usine à gaz (n° 107, 158 et 161 de la section 21) sont toujours de la propriété d'ENGIE.

L'inspection propose l'instauration d'une servitude d'utilité publique (SUP) pour permettre la mise en œuvre par ENGIE des prescriptions relatives à la surveillance des eaux souterraines, sur la partie du site désormais propriété de la société portant le projet d'aménagement. L'instauration de ces SUP sera instruite conformément aux articles R. 515-31-1 à R515-31-7 du Code de l'environnement.

Des demandes de justificatifs sont faites à l'ancien exploitant de l'usine à gaz, dans le cadre du suivi de la qualité des eaux souterraines (cf fiches de constat n° 2 et 4).

Des actions correctives et justificatifs sont attendus de la part de l'ancien exploitant concernant l'entretien de la zone de confinement des terres polluées (cf fiche de constat n° 5).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Changement d'usage et dispositif de tiers demandeur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 556-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et sols pollués
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.- Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une installation classée, le maître d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage, dans les conditions définies par l'article L. 556-1, s'informe sur l'état de la procédure de cessation d'activité de cette installation au sens de l'article R. 512-75-1.</p> <p>Si la cessation d'activité est réputée achevée, au sens du VI des articles R. 512-39-3 ou R. 512-46-27 ou du V de l'article R. 512-66-1, et que l'installation classée est, par suite, régulièrement réhabilitée, le maître d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols comprenant les éléments mentionnés à l'article R. 556-2, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, qui permettent d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection des intérêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 556-1, au regard du nouvel usage projeté. Il fait attester la prise en compte de ces mesures de gestion, conformément au deuxième alinéa de l'article L. 556-1, par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent. Il transmet cette attestation au service instructeur de la demande de permis de construire ou d'aménager ou de la déclaration préalable.</p> <p>Si le maître d'ouvrage ne dispose pas des éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, et que le dernier exploitant est connu et existe toujours, les travaux de réhabilitation sont menés, soit par l'exploitant, soit par le maître d'ouvrage dans le cadre des dispositions de l'article L. 512-21.</p>

II.- Dès lors que l'un des nouveaux usages projetés est un usage d'accueil de populations sensibles, au sens du 6° du I de l'article D. 556-1 A, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage transmet, pour information, l'attestation prévue à l'article L. 556-1 à l'inspection des installations classées et à l'agence régionale de santé dans les quinze jours suivant sa réception par le maître d'ouvrage ou, au plus tard, le jour du dépôt de la demande de permis de construire ou d'aménager ou de la déclaration préalable. Dans le cas où une étude de sol a été réalisée, le maître d'ouvrage la transmet à l'agence régionale de santé, si elle en fait la demande.

III.- Dans le cas où le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il en informe le représentant de l'État dans le département et lui remet, au plus tard à la date de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux prévue au R. 462-1 du code de l'urbanisme, un projet de secteur d'information sur les sols, au sens de l'article L. 125-6 du présent code.

### Constats :

Un projet de réaménagement d'une partie de l'ancien site de l'usine à gaz d'Illzach est porté par une société de promotion immobilière. Le projet consiste en la création de 8 logements collectifs et de 4 bâtiments à usage tertiaire. Les bâtiments comprendront un sous-sol. Des parkings extérieurs, voiries et espaces verts seront aussi aménagés.

Les études environnementales réalisés dans le cadre de la réhabilitation du site par l'ancien exploitant ont montré **la compatibilité de l'état du site avec un usage industriel**. Le porteur de projet d'aménagement prévoit un usage résidentiel. Il y a donc changement d'usage au sens de l'article R. 556-1-B du code de l'environnement.

Le site ayant fait l'objet d'un SIS, le porteur de projet doit, conformément à l'article L. 556-2 du code de l'environnement, mener des études des sols afin d'établir les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols. Le porteur de projet a transmis une étude historique et documentaire, un diagnostic des sols, une évaluation qualitative des risques sanitaires et un plan de gestion des pollutions identifiées (rapports n° D2022-169-RSSP02-V0 du 12 mars 2025 et n° D2022-169 du 19 avril 2023 rédigés par Archimed Environnement).

Une note de synthèse ALUR (rapport n° D2022-169-RSSP03-V0 du 30 juillet 2025 rédigé par Archimed Environnement) a également été transmise à l'Inspection. Le porteur de projet doit joindre au permis d'aménager ou de construire, cette attestation dite « ALUR », établie par un bureau d'études certifié. Cette attestation est instruite par le service instructeur de la demande de permis de construire.

Le diagnostic met en évidence 13 zones de pollution concentrée dans les sols, principalement aux hydrocarbures C10-C40 (maximum 36 000 mg/kg) et hydrocarbures aromatiques polycycliques (maximum 14 000 mg/kg). 2 zones polluées aux cyanures (maximum 230 mg/kg) ont aussi été identifiées ainsi qu'une aux phénols (maximum 35 mg/kg). Le plan de gestion prévoit l'excavation des terres de ces 13 zones et l'évacuation en vue de leur traitement hors site.

Le bureau d'études conclut que les terrains de l'ancien site ENEDIS à Illzach seront compatibles avec un usage résidentiel sous réserve de :

- Gérer les pollutions concentrées mise en évidence par une évacuation hors site en filière adaptée et/ou un traitement sur site ;
- Recouvrir ou substituer les sols au droit du site par un dallage ou tout autre recouvrement

isolant les sols en place des usagers ou par minimum 30 cm de terres saines compactées pour un usage d'espaces verts paysagers (épaisseur à adapter à la végétation mise en œuvre) ;

- Réaliser la culture des végétaux à destination alimentaire exclusivement dans des bacs hors sols ;
- Placer les canalisations d'eau potable au droit de terrains non impactés ou dans un caniveau technique béton ou au sein d'une tranchée d'une section minimale de 1 m<sup>2</sup> dans des terres propres ou, à défaut une canalisation réalisées en matériau anti-contaminant destiné à empêcher la perméation des vapeurs des polluants organiques.

Toutefois, le dernier exploitant (ENGIE) étant connu et existant toujours, un suivi de la qualité des eaux souterraines étant toujours assuré par ENGIE et au regard des pollutions liées à l'activité toujours présentes sur le site, la DREAL recommande au porteur de projet d'appliquer la procédure de tiers demandeur conformément à l'article L. 512-21 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Gestion du réseau de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sites et sols pollués

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

### **Constats :**

Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé certains piézomètres. Il a été constaté que les piézomètres P1 et P2 sont protégés par des bouches et un capuchon. Le puits B, qui constitue le point de prélèvement amont, est équipé d'une trappe.

Les rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines rendent compte aussi des opérations d'entretien réalisés sur les piézomètres et forage.

L'exploitant a indiqué que le piézomètre P4 a été retrouvé détruit en 2021 et qu'il n'a pas été remplacé. Aucune justification n'a été apportée sur la non-nécessité de remplacer ce piézomètre.

Le puits B (point de prélèvement « amont ») est situé sur la partie sud du site, dans l'emprise du projet d'aménagement porté par le promoteur. Il est rappelé que le projet ne devra pas entraver la surveillance des eaux souterraines assurée par ENGIE dans le cadre de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0017 du 13 novembre 2013, notamment en préservant l'intégrité du puits et son accès aux personnes en charge du suivi.

**L'Inspection propose la mise en place d'une servitude d'utilité publique, en application de les articles L. 515-12 et R. 515-31-1 du code de l'environnement, pour permettre la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site par ENGIE, sur les parties du site désormais propriété du porteur de projet d'aménagement.**

Dans l'éventualité où un déplacement du point de prélèvement est envisagé, un dossier de demande de modification du suivi de la qualité des eaux souterraines devra préalablement être déposé par ENGIE et instruit par la DREAL. Le dossier devra justifier de la pertinence de cette nouvelle localisation des piézomètres et que cette modification permettent de remplir les mêmes objectifs et tout aussi efficacement que le plan de surveillance initial.

Pour conclure, des justificatifs sont attendus au regard de l'article contrôlé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai de deux mois, l'exploitant doit justifier de la non nécessité de remplacer le piézomètre P4 détruit, au regard des objectifs du plan de surveillance initial.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Programme de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sites et sols pollués

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique). L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées : Les mesures de Température (°C), du pH et de la conductivité (µS/cm) sont réalisées à chaque campagne d'analyse.

Hydrocarbures

Piézomètre	Fréquence d'analyse	Nom paramètre (Code SANDRE)	Unité
P1, P2, P4, P5, P6, P7, P9 et PB	semestrielle	Hydrocarbures totaux (9969)	µg/l

HAP

Piézomètre	Fréquence d'analyse	Nom paramètre (Code SANDRE)	Unité
P1, P2, P4, P5, P6, P7, P9 et PB	semestrielle	Naphtalène (1517) Acénaphthylène (1622) Acénaphthène (1453) Fluorène (1623) Phénanthrène (1524) Anthracène (1458) Fluoranthène (1191)	µg/l

		Pyrène (1537) Benzo(a)anthracène (1082) Chrysène (1476) Benzo(b)fluoranthène (1116) Benzo(k)fluoranthène (1117) Dibenzo(ah)anthracène (1314) Benzo(g,h,i)pérylène (1118) Indéo(1,2,3-cd)pyrène (1204) Somme des 6 HAP (2034) Somme des 16 HAP (9968)	
BTEX (Benzène, Toluène, Ethylebnzène, Xylènes totaux)			
Piézomètre	Fréquence d'analyse	Nom paramètre (Code SANDRE)	Unité
P1, P5, PB	Semestrielle	BTEX (9937)	µg/l
P4, P6, P7, P9	Annuelle	BTEX(9937)	µg/l
CYANURES			
Piézomètres	Fréquence d'analyse	Nom paramètre (Code SANDRE)	Unité
P1, P5	Annuelle	Cyanures libres (1084) Cyanures totaux (1390)	µg/l
Ammonium			
Piézomètres	Fréquence d'analyse	Nom paramètre (Code SANDRE)	Unité
P1, P5	Annuelle	Ammonium (1355)	mg/l
Phénols			
Piézomètres	Fréquence d'analyse	Nom paramètre	Unité



		(Code SANDRE)	
P1, P5	Annuelle	Phénol (5515) 2,4-Diméthylphénol (2602) 2,5-Diméthylphénol 2,6-Diméthylphénol (2606) 3,4-Diméthylphénol Para-éthyl2,3/3,5-diméthylphénol m-éthylphénol o-éthylphénol o-crésol (1640) m-crésol (1639) p-crésol Crésols (totaux)	µg/l

#### METAUX

Piézomètres	Fréquence d'analyse	Nom paramètre (Code SANDRE)	Unité
P1, P5	Annuelle	Arsenic (1369)	µg/l

#### TRACEUR DE LA BIOATTENUATION

Piézomètres	Fréquence d'analyse	Nom paramètres (Code SANDRE)	Unité
P1, P4, P5, P7	Annuelle	Nitrates (1340) Sulfates (1338) Oxygène dissous (1311)	mg/l
P1, P4, P5, P7	Annuelle	Manganèse (1394)	µg/l
P1, P4, P5, P7	Annuelle	Potentiel redox (1330)	mV

#### Constats :

Par lettre préfectorale adressée à l'exploitant le 25 juillet 2017, il a été acté l'arrêt du suivi de la surveillance de l'ammonium, des cyanures, des phénols et des crésols dès 2018.

L'exploitant a transmis les résultats de la dernière campagne de suivi de la qualité des eaux souterraines, datée de mars 2025. L'ensemble des paramètres est suivi conformément à la prescription ci-dessus.

Le bureau d'études conclut que, lors de cette campagne, seul le piézomètre P1, positionné à proximité de la zone source (confinement), présente des dépassements des valeurs de référence pour les hydrocarbures totaux C5-C40 (37 800 µg/l).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Actions correctives, analyse et transmission des résultats

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sites et sols pollués

##### **Prescription contrôlée :**

##### **ARTICLE 6. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

##### **ARTICLE 7. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, avant le 15 janvier pour une fréquence annuelle, le 15 janvier et le 15 juillet pour une fréquence semestrielle.

[...]

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un bilan de l'auto-surveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance. Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du Code de l'Environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

##### **Constats :**

Les résultats du suivi sont commentés dans les rapports des résultats des campagnes de suivi.

L'exploitant a indiqué que le dernier bilan quadriennal a été réalisé en 2022. Cependant, celui-ci n'a pas été porté à la connaissance de l'Inspection.

Il est rappelé à l'exploitant que les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, doivent être transmis à l'Inspection avant le 15 janvier pour une fréquence annuelle et le 15 janvier et le 15 juillet pour une fréquence semestrielle. Ces résultats doivent être transmis via l'application GIDAF, conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Dans un délai de quinze jours</u>, l'exploitant doit transmettre à l'inspection le dernier bilan quadriennal.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Entretien de la zone de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant entretien et fauche semestriellement son site, afin d'empêcher la végétation spontanée de se développer sur le sol surplombant l'ouvrage de confinement et remettre en cause son étanchéité.
<b>Constats :</b>  Au nord ouest du site, une partie des terres polluées excavées lors des travaux de dépollution réalisées en 2001 et 2002 sont confinées. Il a été constaté la présence de végétation spontanée sur le tas confiné. Il est rappelé que l'entretien et la fauche régulière est indispensable car la végétation peut endommager l'étanchéité du confinement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Dans un délai de quinze jours</u>, l'exploitant doit transmettre tout document (bon de passage, facture, etc.) justifiant de la bonne réalisation de deux dernières fauches.</b> <b><u>Dans un délai de quinze jours</u>, l'exploitant doit procéder à la fauche de la végétation présente sur l'ouvrage de confinement. Il transmettre à l'inspection tout document (bon de passage, facture, etc.) justifiant de la réalisation effective de cette fauche.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours